



Déclarations et Discours

Nº 83/23

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE – MENACES CONTRE LA PAIX DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES ET INITIATIVES DE PAIX

Allocution de M. David Lee, représentant permanent adjoint du Canada auprès de l'organisation des Nations unies, à la 38^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, le 10 novembre 1983.

Le Canada est gravement préoccupé par la violence déplorable qui sévit en Amérique Centrale et par toute la souffrance que celle-ci inflige aux populations de la région et ce, d'autant plus qu'il appartient au même hémisphère. Nous sommes consternés de voir que chacune des parties concernées se sert du droit international comme argument pour faire valoir sa position aussi bien sur la scène nationale qu'internationale.

Il est impossible de comprendre le remous politique qui agite le région, et encore plus de l'arrêter, en jetant le blâme uniquement sur la confrontation des idéologies liées aux intérêts des grandes puissances. Nous croyons que l'origine de la situation tragique que connaît l'Amérique Centrale réside dans une longue histoire de problèmes d'ordre politique, économique et social. La situation actuelle est le produit de la pauvreté, d'une distribution inégale de la richesse et de l'injustice sociale. L'instabilité se nourrit de la pauvreté et de l'injustice. Elle ouvre la porte aux rivalités Est-Ouest.

Par conséquent, lorsqu'on regarde l'Amérique Centrale d'aujourd'hui, on ne peut voir la région exclusivement au travers du prisme des rivalités Est-Ouest parce que ce n'est pas là l'origine du problème mais plutôt un symptôme de ce problème. De la même façon, on ne peut la regarder uniquement au travers du prisme des préoccupations d'ordre social et humanitaire parce qu'il est désormais évident que les rivalités Est-Ouest ont déjà pris racines dans la région. C'est là un fait regrettable que l'on ne peut ignorer. Cet état de choses devrait nous convaincre de l'urgente nécessité de prendre des mesures visant à éviter que la situation ne se détériore encore davantage.

L'organisation interne des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, quelle qu'elle soit, ne représente pas en tant que telle une menace pour la sécurité de l'hémisphère. Il n'y a véritable menace que lorsque ces pays adoptent des systèmes qui les lient de façon délibérée à des forces extérieures ou lorsqu'ils cherchent à promouvoir des objectifs à l'extérieur de leur territoire souverain en vue de déstabiliser leurs voisins. Le Canada n'a pas modifié ses programmes d'aide ou son soutien aux régimes qui ont décidé de changer d'idéologie politique.

L'escalade de la violence n'offre aucun espoir réel au peuple du Nicaragua ni aux peuples des pays voisins qui continuent à souffrir de ces courants de violence qui traversent les frontières.

Le gouvernement du Canada reconnaît que le Nicaragua est un État souverain qui a le droit de choisir son gouvernement. Cependant, nous sommes préoccupés par sa tendance croissante à l'autoritarisme. La menace qui pèse sur le bien-être du peuple nicaraguayen et la stabilité de la région, néanmoins, va bien